

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi



Ministère des Finances et du Budget

**RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE DU
QUATRIEME TRIMESTRE 2024**

Juin 2025

Avant-propos

Le présent rapport est élaboré en application de l'article 70 de la loi organique n° 2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances et publié conformément aux dispositions prévues au point 6.6 de l'annexe à la loi n° 2012-22 du 27 décembre 2012 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques.

Il présente la situation d'exécution du budget de l'État du Sénégal à la fin du quatrième trimestre 2024 au regard des prévisions de la loi n° 2024-16 du 31 décembre 2024 portant Loi de Finances rectificative (LFR) pour l'année 2024.

Dans ce document, la monnaie de référence est le franc CFA, sauf indication contraire.

Les données publiées dans ce rapport pourraient évoluer après adoption du Projet de Loi de Règlement (PLR) pour l'exercice 2024.

SYNTHESE DE LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET AU QUATRIEME TRIMESTRE 2024

Les recettes et dons du budget général mobilisés au 31 décembre 2024 se sont élevés à **4 005,21 milliards**, soit un taux d'exécution de **103,91 %** des prévisions de la LFR.

Les dépenses du budget général se sont établies à **6 506,16 milliards**, soit un taux d'exécution de **103,70 %** par rapport aux crédits ouverts.

Elles se répartissent comme suit :

- les dépenses ordinaires exécutées pour un montant de **4 239,02 milliards** ;
- les dépenses en capital exécutées à hauteur de **2 267,14 milliards**.

Il convient de noter que le montant de **6 506,16 milliards** intègre des factures impayées imputées à l'exercice 2024. Il s'agit notamment :

- de la subvention au secteur de l'énergie, pour un montant de **146,3 milliards** ;
- de travaux exécutés par le secteur des BTP, à hauteur de **105,20 milliards** ;
- d'investissements financés sur ressources extérieures, pour un montant de **249,5 milliards**.

Au titre du Fonds national de retraite (FNR), les recettes générées à fin décembre 2024 par le régime de base se sont chiffrées à **153,15 milliards** et celles du régime complémentaire à **23,86 milliards**, soit un total de **177,01 milliards**.

Les dépenses cumulées du régime de base, du régime complémentaire et les remboursements, à fin décembre 2024, sont établies à **141,395 milliards** contre **139,282 milliards** à la même période en 2023. Elles sont exécutées à hauteur de **83,91 %** par rapport aux crédits ouverts (165,8 milliards).

A fin décembre 2024, le nombre total de cotisants est de **144 543** et le nombre de pensionnés de **75 134**, soit un rapport démographique (cotisants/allocataires) de **1,92** contre **1,86** un an plus tôt.

Situation d'exécution du budget général à la fin du 4^{ème} trimestre en 2024 (en milliards)

Rubriques	LFR (1)	Report (2)	Modifications (3)	Crédits ouverts/Prev. Fin. (4)	Exéc. (5)	Taux d'exéc. (5/4)
BUDGET GENERAL						
RECETTES						
Recettes fiscales	3 620,00	-	0,00	3 620,00	3 692,11	101,99%
Recettes non fiscales	169,10	-	0,00	169,10	184,99	109,40%
Total recettes internes	3 789,10	-	0,00	3 789,10	3 877,10	102,32%
Dons budgétaires	0,00	-	0,00	0,00	0,08	-
Dons en capital	65,50	-	0,00	65,50	128,03	195,47%
Total recettes externes	65,50	-	0,00	65,50	128,11	195,58%
I TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL	3 854,60		0,00	3 854,60	4 005,21	103,91%
DEPENSES						
Charges financières la dette publique	824,15	0,00	0,00	824,20	822,32	99,77%
Dépenses de personnel	1 442,47	0,00	0,00	1 442,47	1 420,36	98,47%
Dépenses d'acquisitions de biens et services	408,40	0,00	4,50	412,90	415,14	100,54%
Dépenses de Transfert courant	1 462,57	0,00	0,00	1 462,57	1 434,90	98,11%
Arriérés sur les transferts courants (subventions au secteur de l'énergie)	-	-	-	-	146,30	-
Total dépenses ordinaires	4 137,59	0,00	4,50	4 142,14	4 239,02	102,34%
Dépenses en capital sur ressources internes	900,70	56,73	-4,50	952,93	847,55	88,94%
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	195,00	24,62	-4,50	215,13	157,90	73,40%
Dépenses de transferts en capital	705,70	32,11	0,00	737,81	689,65	93,47%
Arriérés sur des dépenses en capital financés sur ressources internes	-	-	-	-	105,20	-
Dépenses en capital sur ressources externes	1 178,50	0,00	0,00	1 178,50	1 064,89	90,36%
Arriérés sur des dépenses d'investissement financés sur ressources externes				-	249,50	-
Total dépenses en capital	2 079,20	56,73	-4,50	2 131,43	2 267,14	106,37%
II TOTAL DEPENSES DU BUDGET GENERAL	6 216,79	56,73	0,00	6 273,52	6 506,15	103,71%

SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET

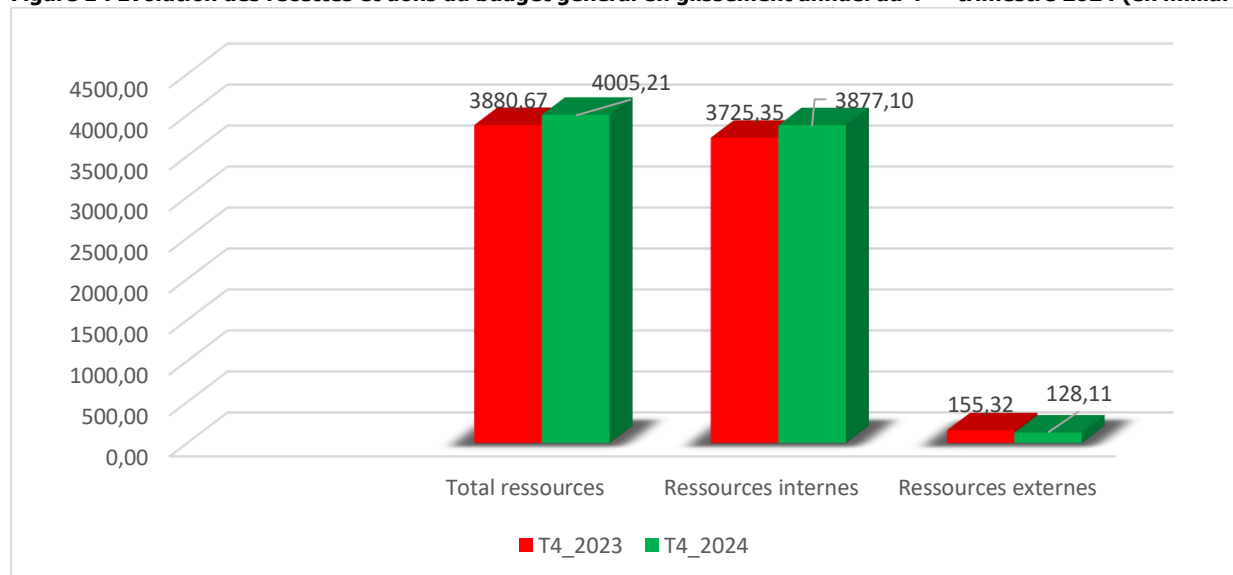
I. LES RECETTES ET DONS DU BUDGET GENERAL

Les recettes et dons du budget général mobilisés à fin décembre 2024 se sont établis à **4 005,21 milliards**, soit un **taux d'exécution de 103,91 % par rapport à l'objectif annuel de 3 854,60 milliards** fixé par la loi de finances rectificative de 2024 (LFR 2024).

En glissement annuel, les recettes et dons ont enregistré une **hausse de 124,55 milliards en valeur absolue, soit 3,21 % en valeur relative**.

Les recettes internes (recettes fiscales et recettes non fiscales) ont représenté **96,80 %** du montant mobilisé.

Figure 1 : Evolution des recettes et dons du budget général en glissement annuel au 4^{ème} trimestre 2024 (en milliards)



Source : DEES/DGCPT/MFB

I.1 LES RECETTES INTERNES

A la fin du quatrième trimestre 2024, les recettes internes du budget général ont été recouvrées à hauteur de **3 877,10 milliards**, soit un taux de réalisation de **102,32 %** par rapport à l'objectif annuel de **3 789,10 milliards**.

Elles sont constituées de recettes fiscales pour **3 692,11 milliards** et de recettes non fiscales pour **184,99 milliards**.

En glissement annuel, les recettes internes ont augmenté de **151,75 milliards, soit 4,07%** sous l'effet combiné d'une hausse des recettes fiscales de 176,13 milliards et d'une baisse des recettes non fiscales de 24,38 milliards.

Tableau 1 : Situation des recouvrements de recettes internes à la fin du quatrième trimestre 2024 (en milliards)

Nature des recettes	Recouvrement T4_2023	LFR 2024	Objectif T4_2024	Recouvrement T4_2024	Taux d'exécution T4_2024		Evolution T4 2024/T4 2023	
					Trim.	Annuel	En valeur	En %
Recettes fiscales	3 515,98	3 620,00	3 619,46	3 692,11	102,01 %	101,99 %	176,13	5,01 %
Recettes non fiscales	209,37	169,10	78,13	184,99	236,77 %	109,40 %	-24,38	-11,64 %
Total Recettes	3 725,35	3 789,10	3 697,59	3 877,10	104,85 %	102,32 %	151,75	4,07 %

Source : DEES/DGCPT/MFB

I.2 LES DONS EN CAPITAL

Les dons reçus à la fin du quatrième trimestre de 2024 s'élèvent à **128,11 milliards**, soit **un taux d'exécution de 195,58 %** des prévisions de la loi de finances rectificative (LFR) 2024. Ils sont essentiellement constitués de dons en capital destinés à financer des projets d'investissement.

Les tirages sur dons en capital proviennent à 82% des principaux partenaires que sont la Banque mondiale (30%), la GIZ (21%), l'USAID (16%) et l'AFD (15%).

Tableau 2 : Situation des dons reçus à la fin du 4^{ème} trimestre 2024 (en milliards)

Natures des dons	LFR 2024	Recettes T4 2023	Recettes T4 2024	Taux d'exéc. T4_2024	Evolution T4_2024/T4_2023	
					En valeur	En %
Dons courants	0,00	23,42	0,08	N.A	-23,35	-99,66%
Dons en capital	65,50	131,90	128,03	195,47%	-3,87	-2,93%
Total ressources externes	65,50	155,32	128,11	195,58%	-27,22	-17,52%

Source : DODP/DGB/MFB

II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

II.1 MODIFICATIONS DE CREDITS DE PAIEMENT OUVERTS PAR LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE

Les crédits de paiement (CP) ouverts par la LFR 2024 ont connu une hausse de **56,73 milliards, passant de 6 216,79 milliards à 6 273,52 milliards**, en raison des reports de crédits sur les dépenses en capital financées sur ressources internes. Ces reports se sont traduits par une augmentation des crédits :

- de 24,63 milliards au titre des dépenses d'investissement exécutées par l'État ;
- et de 32,11 milliards au titre des dépenses de transferts en capital.

En outre, au titre des modifications opérées, il convient de souligner une augmentation de 4,5 milliards des crédits ouverts pour les dépenses d'acquisition de biens et services

de l'État, compensée par une diminution de même montant des crédits relatifs aux dépenses d'investissement exécutées par l'État.

Tableau 3 : Situation des modifications de crédits à la fin du quatrième trimestre de 2024 (en milliards)

Catégories de dépenses	LFR_2024	Reports de crédits	Variation LFR	Modification	Crédits ouverts T4_2024
Charges financières de la dette	824,15	-	0,00	0,00	824,20
Dépenses de personnel	1 442,47	-	0,00	0,00	1 442,47
Dépenses d'acquisitions de biens et services	408,40	0,00	0,00	4,50	412,90
Dépenses de Transfert courant	1 462,57	0,00	0,00	0,00	1 462,57
Dépenses en capital sur ressources internes = (a)+(b)	1 134,67	56,73	0,00	-4,50	952,93
(a). Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	195,00	24,63	0,00	-4,50	215,13
(b). Dépenses de transferts en capital	705,70	32,11	0,00	0,00	737,81
Dépenses en capital sur ressources externes	1 178,50		0,00	0,00	1 178,50
Total budget général	6 216,79	56,73	0,00	0,00	6 273,52

Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

II.2 EXECUTION DES DEPENSES

Au quatrième trimestre 2024, les dépenses du budget général ont été exécutées pour un montant de **6 506,16 milliards**, réparties comme suit :

- **4 239,02 milliards** au titre des dépenses ordinaires ;
- **2 267,14 milliards** au titre des dépenses en capital.

Tableau 4 : Situation des dépenses du budget général à la fin du quatrième trimestre de 2024 (en milliards)

Catégories de dépenses	Crédits de paiement Liquidés	Crédits de paiement Ordonnancés	Crédits de paiement pris en Charge	Taux d'exécution des Crédits de paiement Base Liquidation
Dépenses ordinaires= (1) + (2) + (3) + (4)	4092,77	4092,72	4091,29	100,00%
(1). Charges financières de la dette	822,32	822,32	822,32	100,00%
(2). Dépenses de personnel	1420,36	1420,36	1420,36	100,00%
(3). Acquisition de biens et services	415,20	415,14	414,28	99,99%
(4). Transferts courants	1434,90	1434,90	1434,33	100,00%
Dépenses en capital= (5) + (6)	1912,44	1912,44	1895,77	100,00%
(5). Dépenses en capital sur ressources internes= (a) + (b)	847,55	847,55	830,88	100,00%
(a). Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	157,90	157,90	143,33	100,00%
(b). Dépenses de transferts en capital	689,65	689,65	687,55	100,00%
(6). Dépenses en capital sur ressources externes	1064,89	1064,89	1064,89	100,00%
TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL	6005,21	6005,16	5987,06	100,00%

Source : TOFE/DGCPT/MFB et SYSBUDGEP/DGB/MFB

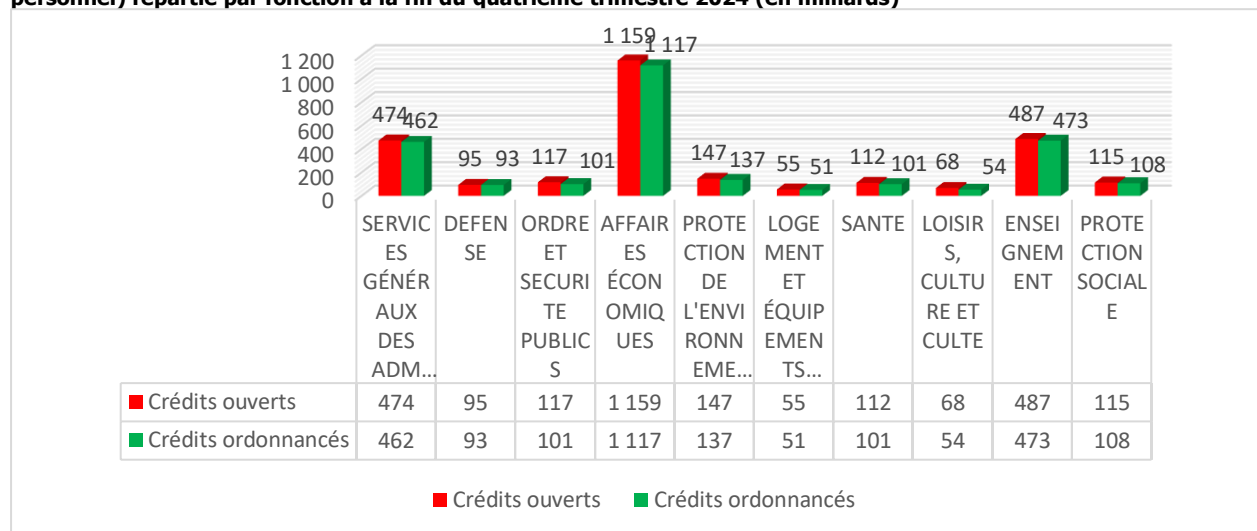
En plus des dépenses figurant dans tableau ci-dessus, il existe des arriérés de paiement relatifs aux subventions à l'énergie pour **146,3 milliards**, aux travaux exécutés par le

secteur des BTP pour **105,2 milliards** et aux investissements sur ressources extérieures pour **249,5 milliards**.

Il faut noter que ces arriérés cumulés sur plusieurs années ne sont pas pris en charge par le Trésor public car n'ayant pas de couvertures budgétaires.

La situation d'exécution des dépenses financées sur ressources internes (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel), selon l'objet socio-économique, se présente ainsi qu'il suit :

Figure 2 : Exécution des dépenses sur ressources internes (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel) répartie par fonction à la fin du quatrième trimestre 2024 (en milliards)



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

A l'analyse, le niveau d'exécution des dépenses sur ressources internes (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel) est globalement très satisfaisant avec des taux supérieurs à 90 % dans la plupart des secteurs. Toutefois, les secteurs « Ordre et sécurité publics » et « Loisirs, culture et culte » présentent des taux d'exécution relativement plus faibles, s'établissant respectivement à 86,34 % et 79,07 %.

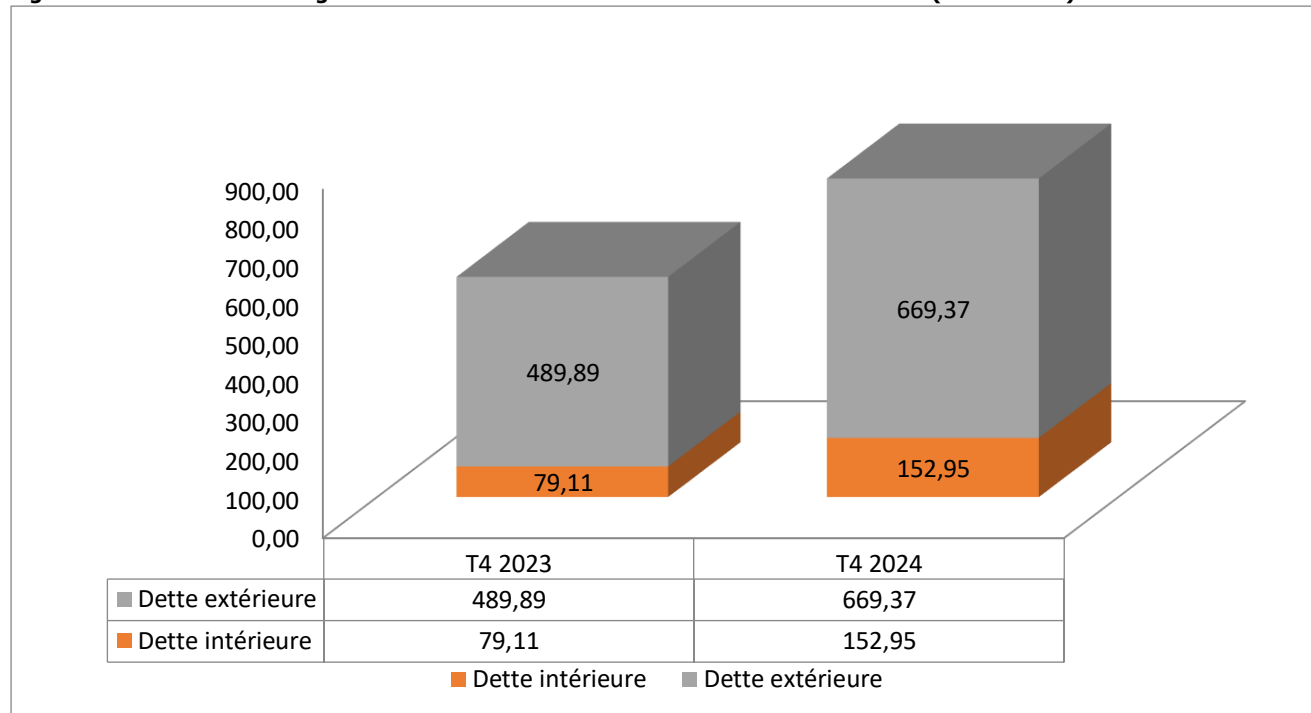
II.3 EXECUTION DES DEPENSES ORDINAIRES

1. Charges financières de la dette

Les charges financières de la dette au cours du quatrième trimestre 2024 se sont élevées à **822,32 milliards**, représentant environ **99,77 % des prévisions** de la LFR 2024.

Comparées à la même période de l'année précédente, elles ont augmenté de 253,31 milliards, soit 44,5%. Cet accroissement est imputable notamment aux charges de la dette extérieure qui ont connu une hausse de 179,48 milliards (soit 36,64 %). Les charges de la dette intérieure ont également augmenté de manière significative, avec une hausse de 93,33%, correspondant à 73,84 milliards.

Figure 3 : Evolution des charges financières de la dette à la fin du 4^{ème} trimestre 2024 (en milliards)



Source : TOFE/DEES/DGCPT/MFB

2. Dépenses de personnel

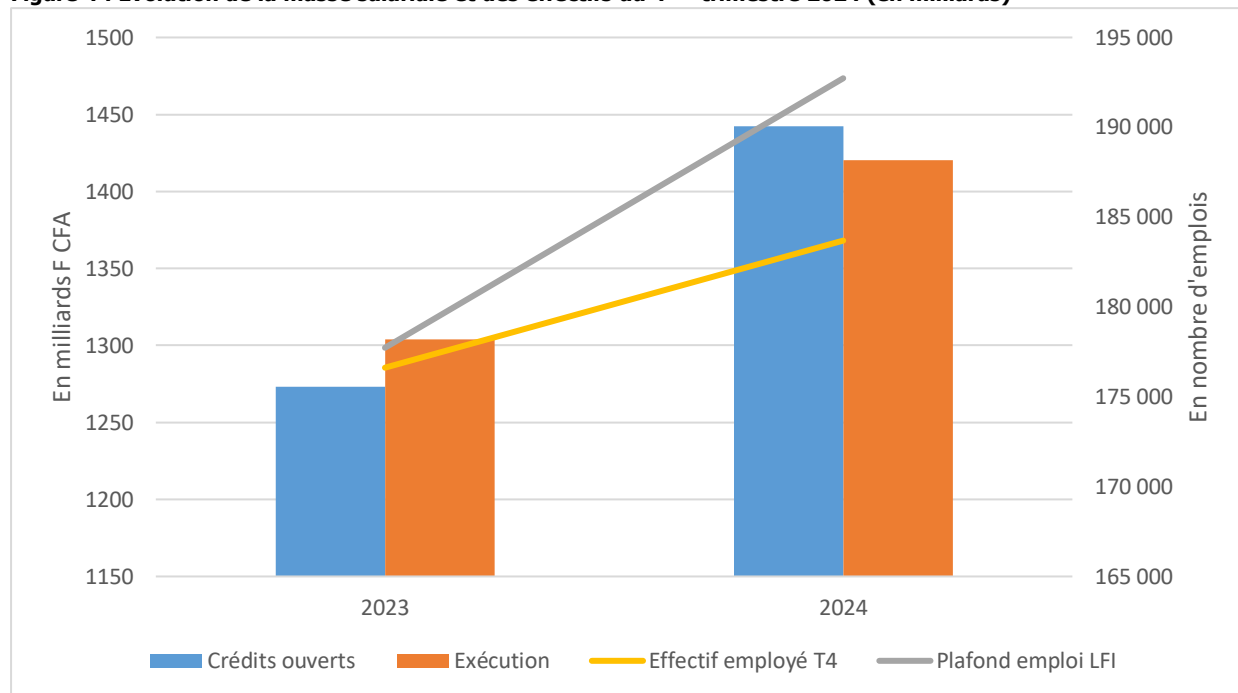
Au 31 décembre 2024, le montant des dépenses de personnel exécuté (base ordonnancement) s'est établi à **1 420,36 milliards** sur des crédits ouverts de **1 442,47 milliards**, soit un niveau d'exécution de **98,47%**.

En glissement annuel, les dépenses de personnel ont évolué de **116,37 milliards** en valeur absolue et de **8,92%** en valeur relative. Cette hausse s'explique notamment par :

- l'augmentation des effectifs, en particulier dans le secteur des forces de défense et de sécurité ;
- l'ordonnancement de rappels (validation, avancement et intégration) ;
- la prise en charge accrue des dépenses de santé, indemnités, soldes et accessoires, cotisations au FNR et primes diverses.

En outre, la poursuite de la prise en charge des salaires des membres du gouvernement sortant sur une période de six mois, ainsi que le règlement des indemnités de fin de contrat des membres de leurs cabinets ont également contribué à augmenter la masse salariale.

Figure 4 : Evolution de la masse salariale et des effectifs au 4^{ème} trimestre 2024 (en milliards)



Source :DS/DGB/MFB

3. Autres dépenses ordinaires

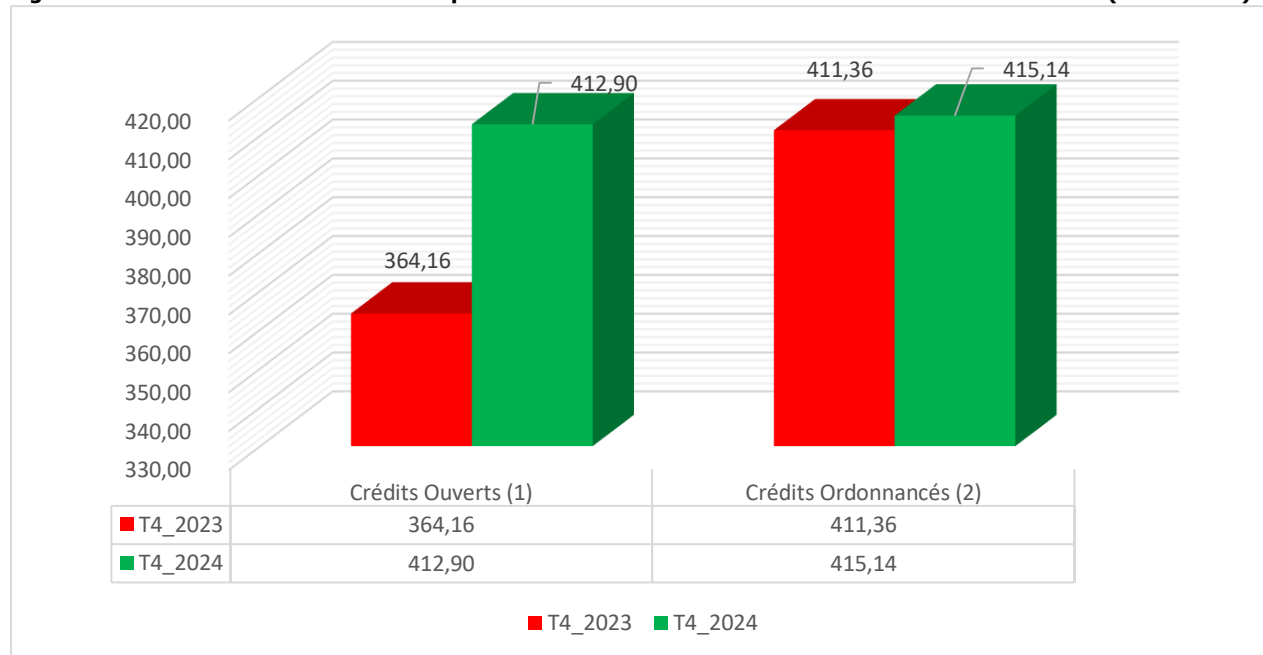
Les autres dépenses ordinaires comprennent :

- les dépenses d'acquisition de biens et services destinées au fonctionnement des services des ministères et des institutions ;
- les dépenses de transferts courants destinées aux charges d'exploitation d'entités externes au budget général de l'Etat ainsi qu'aux appuis à des catégories socio-professionnelles de la population.

3.1 Dépenses d'acquisition de biens et de services

Au 31 décembre 2024, les dépenses d'acquisitions de biens et services ont été ordonnancées pour un montant de **415,14 milliards**, contre **411,36 milliards** un an auparavant, soit une hausse de **3,78 milliards**.

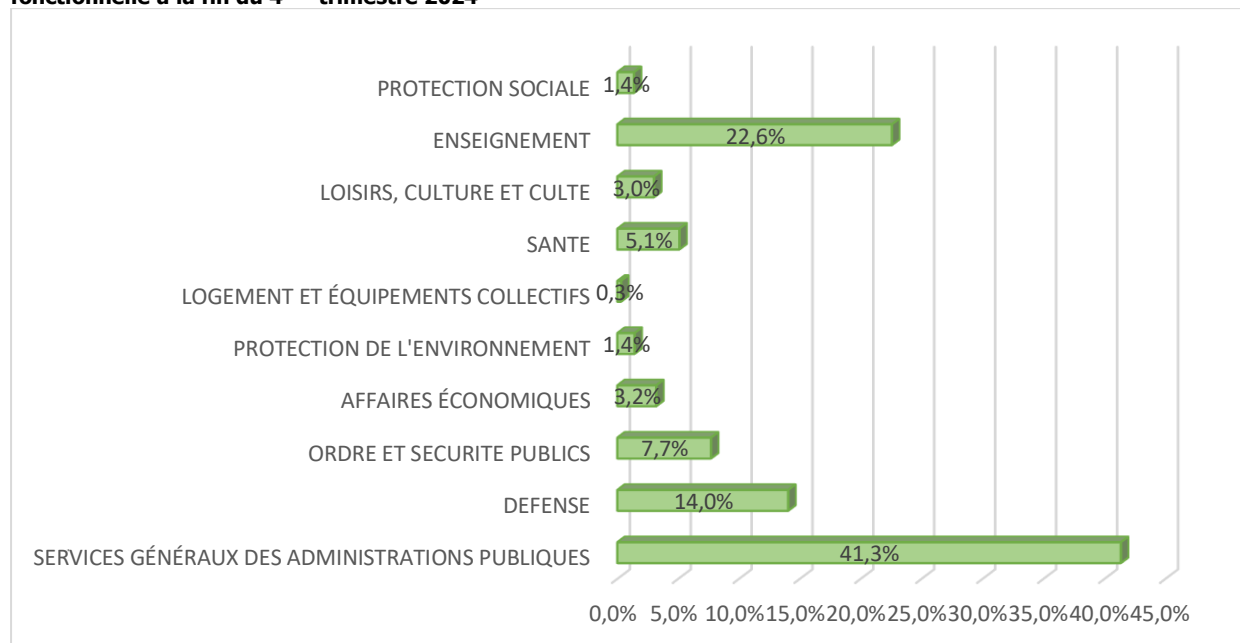
Figure 5 : Evolution de l'exécution des dépenses de biens et de services à la fin du 4^{ème} trimestre 2024 (en milliards)



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

Par destination fonctionnelle, les niveaux d'exécution des dépenses d'acquisition de biens et services se présentent comme suit :

Figure 6 : Répartition de l'exécution des crédits des dépenses d'acquisitions de biens et services par destination fonctionnelle à la fin du 4^{ème} trimestre 2024



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

Les **services généraux des administrations publiques** concentrent 41,3 % de l'exécution des dépenses de biens et services. Les impôts et taxes sur les marchés sur ressources extérieures ont été payés à hauteur de 85,77 milliards sur des crédits ouverts

de 57,51 milliards. Les factures d'eau de l'administration centrale ont été réglées pour un montant de 17,17 milliards.

Au titre des autres secteurs, les principales parts des dépenses d'acquisition de biens et services reviennent à :

- l'Enseignement avec 22,6 % ;
- la Défense avec 14,0 % ;
- l'Ordre et sécurité publique avec 7,7 %.

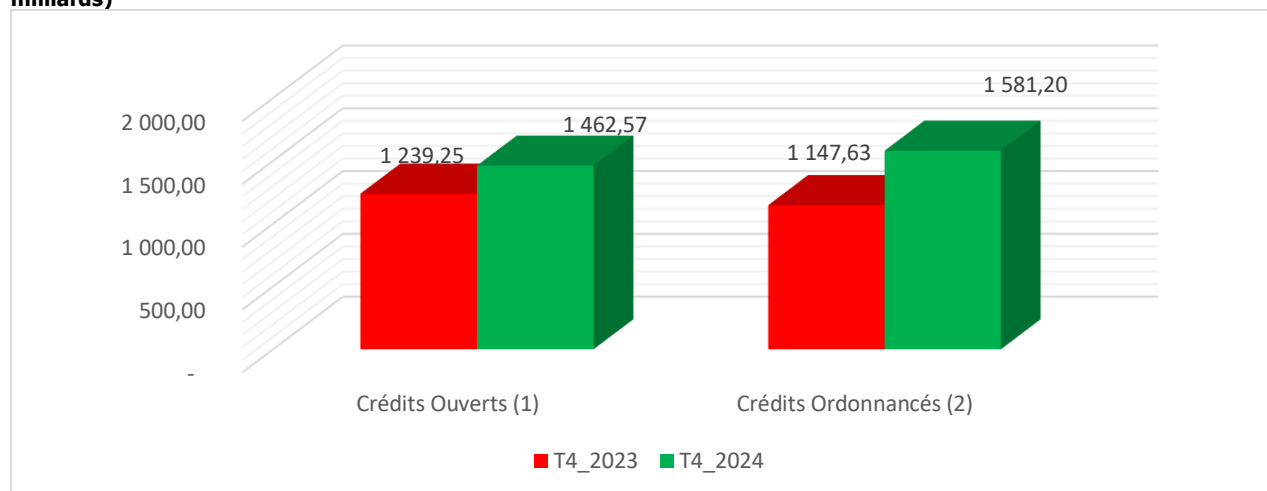
Par contre, d'autres secteurs occupent des parts les plus faibles des dépenses d'acquisition de biens et services. Il s'agit notamment de la santé (5,1 %), des « affaires économiques » (3,2 %), des « loisirs, culture et culte » (3,0 %), des « logements et équipements collectifs » (0,3 %) et de la « protection sociale » (1,3 %).

3.2 Dépenses de transferts courants

Les dépenses de transferts courants ont été réalisées à hauteur de **1 581,20 milliards** à fin décembre 2024, **dont 146,3 milliards** d'arriérés au profit du secteur de l'Energie.

En glissement annuel, ces dépenses ont augmenté de **383,57 milliards** du fait essentiellement du reclassement dans les transferts courants des dépenses de fonctionnement jadis inscrites dans les transferts en capital et de la prise en compte des arriérés de paiement.

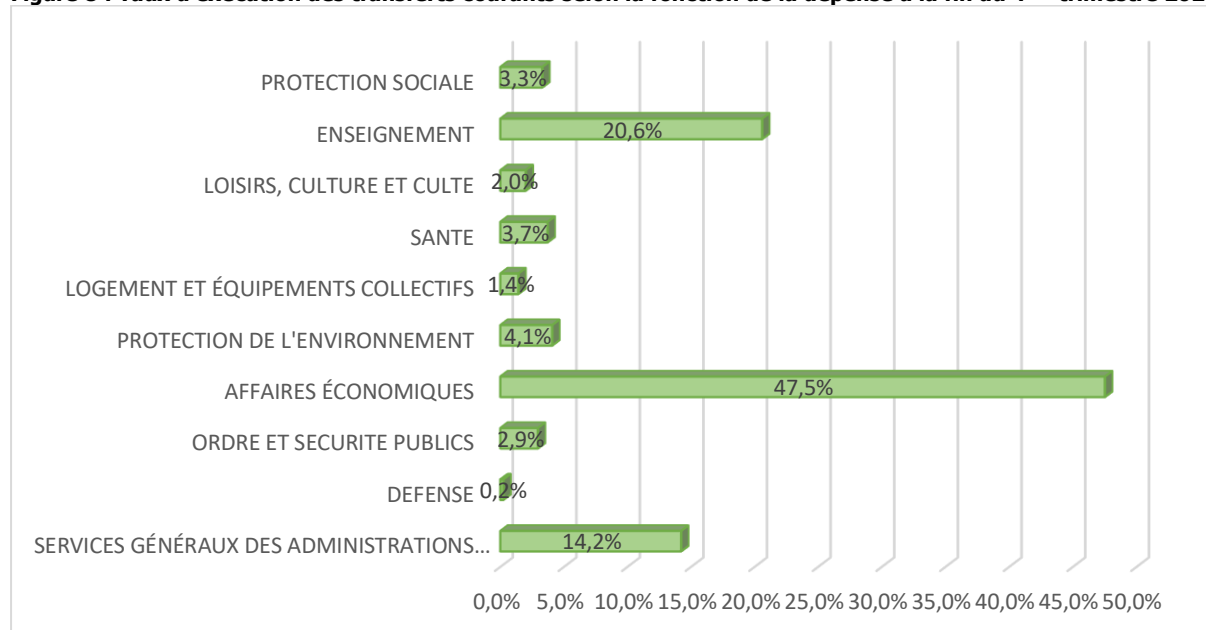
Figure 7 : Evolution de l'exécution des crédits des dépenses de transferts courants à la fin du 4^{ème} trimestre 2024 (en milliards)



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

Par destination fonctionnelle, les niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants se présentent comme suit :

Figure 8 : Taux d'exécution des transferts courants selon la fonction de la dépense à la fin du 4^{ème} trimestre 2024



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

Globalement, les affaires économiques (47,5 %), l'enseignement (20,6 %) et les services généraux des administrations publiques (14,2 %) ont absorbé l'essentiel des transferts courants. Pour tous les autres secteurs, les montants ordonnancés se sont situés en dessous de 5 %.

4. Dépenses en capital

Au 31 décembre 2024, les dépenses en capital ont été exécutées pour un montant de **2 267,14 milliards**.

En glissement annuel, il est enregistré une hausse de **861,49 milliards, soit 61,29 %**.

Ces dépenses sont réparties entre les dépenses financées sur ressources internes, exécutées et les dépenses financées sur ressources externes.

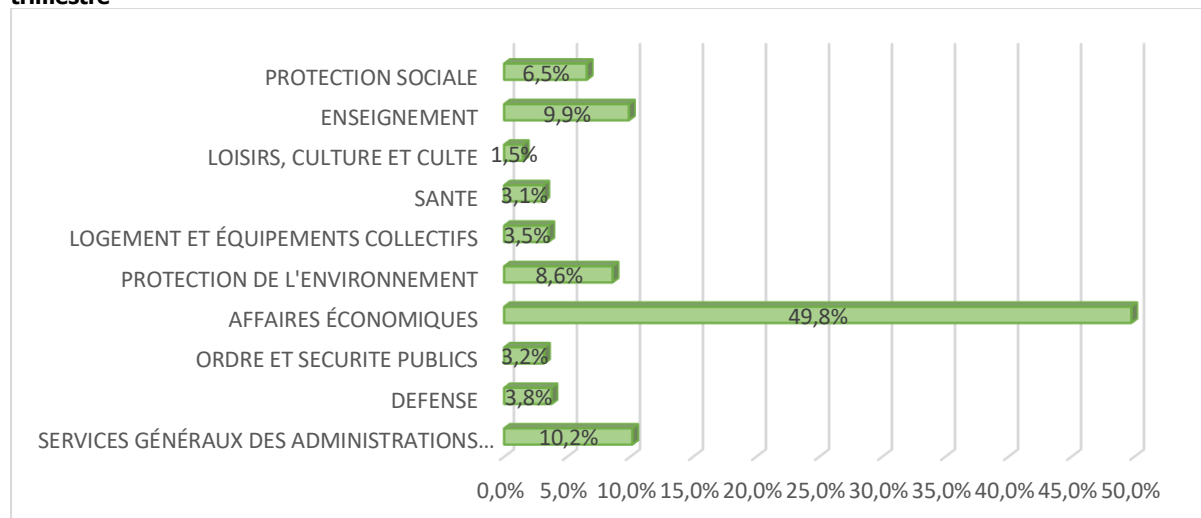
4.1 Dépenses en capital financées sur ressources internes

Au 31 décembre 2024, les dépenses en capital ont été réalisées pour un montant global de **952,75 milliards** répartis comme suit :

- les investissements exécutés par l'État : **157,90 milliards** ;
- les transferts en capital : **794,85 milliards**.

Selon la destination socio-économique, la situation d'exécution des dépenses en capital sur ressources internes est présentée suivant la figure ci-dessous.

Figure 9 : Exécution des dépenses en capital sur ressources internes par destination fonctionnelle à la fin du 4^{ème} trimestre



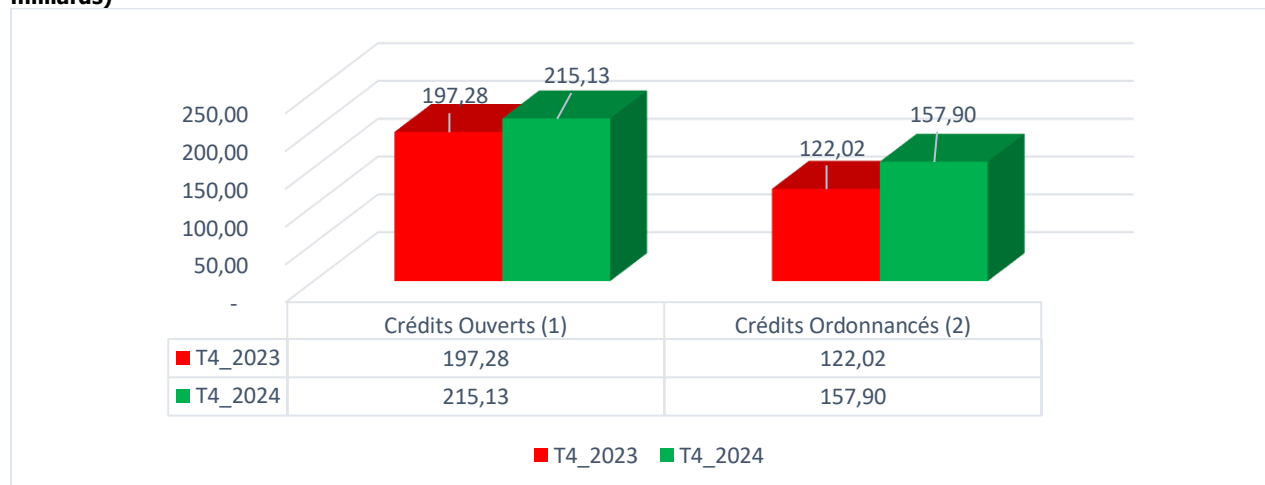
Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

Ces dépenses sont orientées en majorité vers les secteurs des affaires économiques (49,8 %), les services généraux des administrations publiques (10,2 %), l'enseignement (9,9 %), ainsi que la protection de l'environnement (8,6 %).

4.1.1 Les Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat

Au 31 décembre 2024, les investissements exécutés par l'État ont été réalisés à hauteur de **157,90 milliards** contre **122,02 milliards** en 2023, soit une progression de **35,88 milliards**.

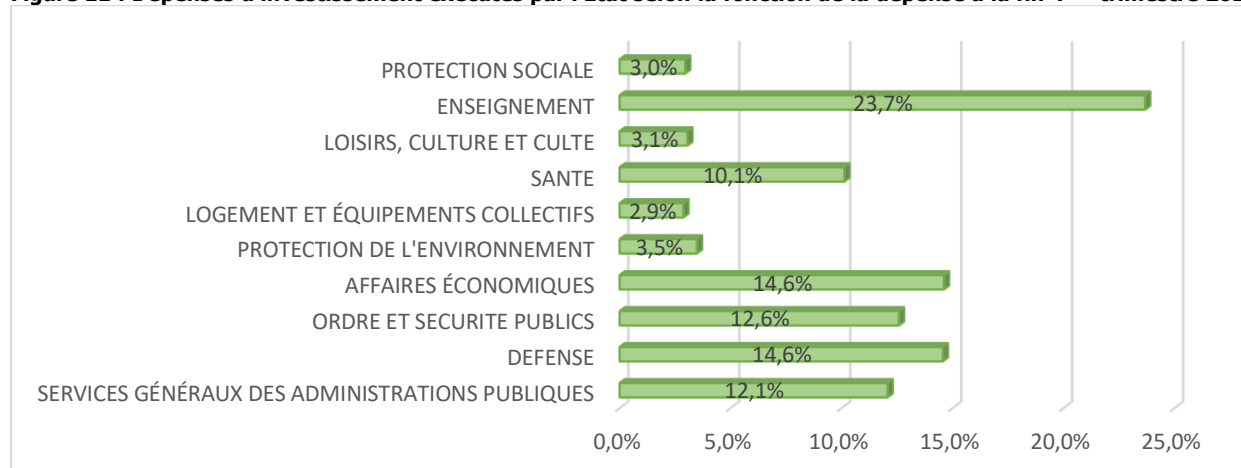
Figure 10 : exécution des crédits de dépenses d'investissements exécutées par l'Etat au 4^{ème} trimestre 2024 (en milliards)



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

Selon la destination socio-économique, la situation d'exécution des dépenses en capital sur ressources internes est présentée suivant la figure ci-dessous.

Figure 11 : Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat selon la fonction de la dépense à la fin 4^{ème} trimestre 2024



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

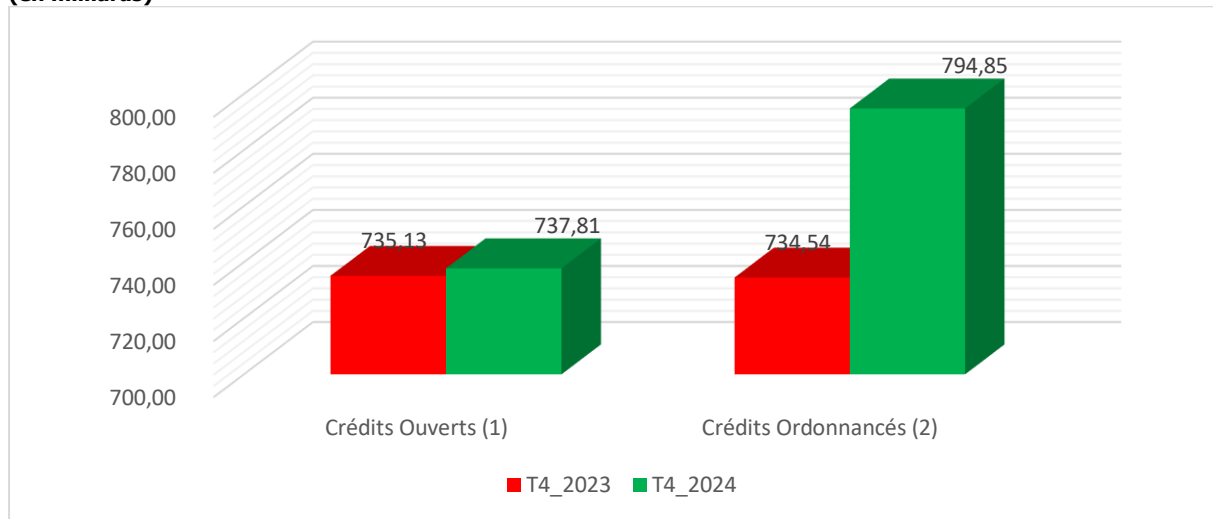
En termes de volume, les investissements exécutés par l'État constituent la catégorie de dépenses la plus faible. Cependant, des taux satisfaisants ont été réalisés, notamment en ce qui concerne l'« enseignement » (23,7 %), « Affaires économiques » (14,6 %), la « Défense » (14,6 %), « l'Ordre et la sécurité publique » (12,6 %), les « services généraux des administrations publiques » (12,1 %), la « Santé » (10,1 %).

En revanche, d'autres secteurs tels que la « protection sociale », les « loisirs, culte et Culture » et la « Protection de l'environnement » ont enregistré des taux d'exécution très faibles situés en dessous de 5 %.

4.1.2 Dépenses de transferts en capital

Les transferts en capital ont été réalisés pour un montant de **794,85 milliards**, dont **105,2 milliards au titre des arriérés**. En glissement annuel, ils ont enregistré une hausse de **60,31 milliards**.

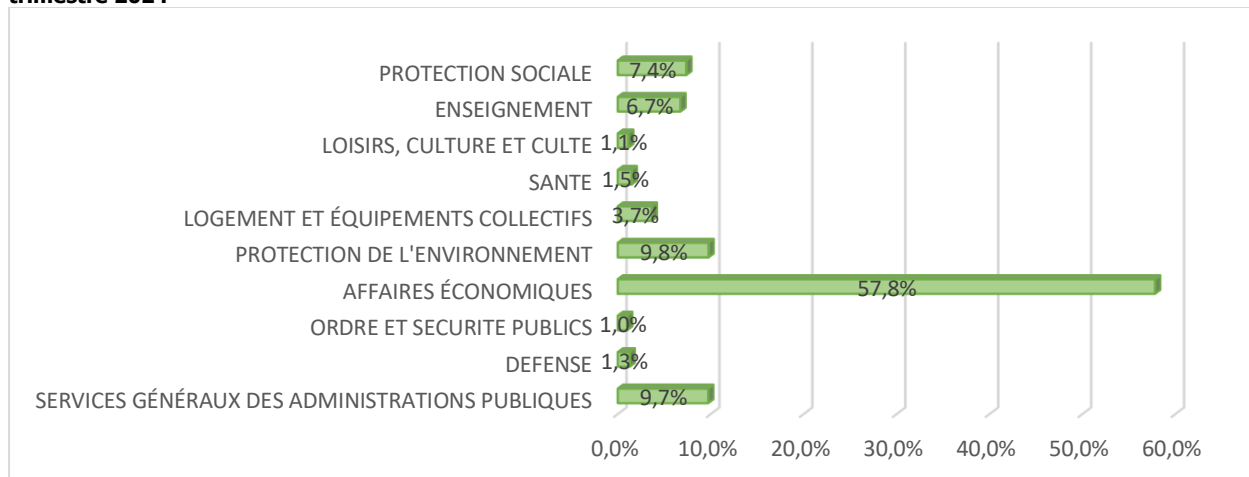
Figure 12 : Evolution de l'exécution des crédits des dépenses de transferts en capital à la fin du 4^{ème} trimestre 2024 (en milliards)



Source : SYSBUDGEP/DGB

La répartition des crédits selon la classification fonctionnelle se présente comme suit :

Figure 13 : Taux d'exécution des dépenses de transferts en capital selon la fonction de la dépense à la fin du 4^{ème} trimestre 2024



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

La situation d'exécution des transferts en capital montre une nette prédominance des « **affaires économiques** » (57,8 %), de la « **protection de l'environnement** » (9,8 %) et des « **services généraux des administrations publiques** » (9,7 %).

4.2 Dépenses en capital financées sur ressources extérieures

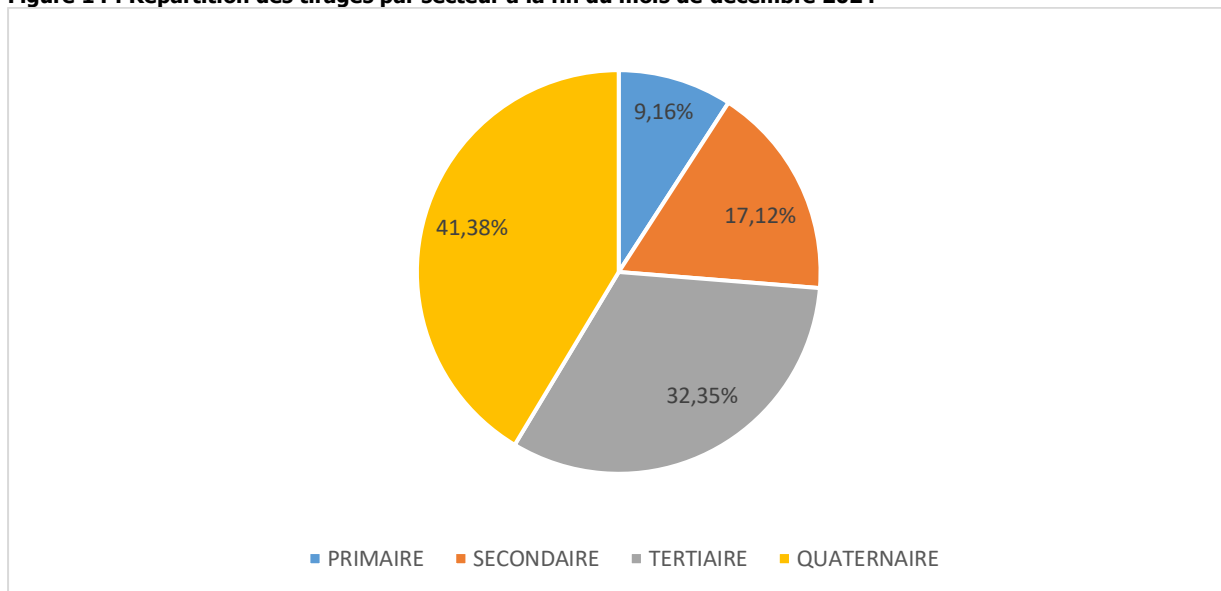
Au 31 décembre 2024, les dépenses en capital financées sur ressources extérieures se sont élevées à **1 314,39 milliards**, dont **249,5 milliards d'arriérés**.

Les ressources extérieures mobilisées sont constituées de dons en capital pour un montant de **128,03 milliards** et de prêts projets pour un montant de **1 186,36 milliards**.

Cette exécution est essentiellement portée par :

- le secteur quaternaire, qui a mobilisé **671,36 milliards, soit 41,38 %** ;
- le secteur tertiaire avec un montant de **524,83 milliards, soit 32,35 %** des mobilisations ;
- le secteur secondaire qui a bénéficié de **277,77 milliards, soit 17,12** et
- le secteur primaire avec un montant de **148,54 milliards, soit 9,16 %**.

Figure 14 : Répartition des tirages par secteur à la fin du mois de décembre 2024



Source : MFB/DGB/DODP

III. LES RECETTES ET DEPENSES DU FONDS NATIONAL DE RETRAITE (FNR)

La situation d'exécution budgétaire du FNR fait ressortir un solde cumulé excédentaire de **35,62 milliards**, à fin décembre 2024, contre **19,22 milliards** à la même période de l'année précédente, soit une augmentation de **16,0 milliards**.

Cet excédent se justifie, d'une part, par l'augmentation du nombre de cotisants de **6 495** entre décembre 2023 et décembre 2024 et, d'autre part, par les recettes issues de l'élargissement de l'assiette de cotisations des régimes de base et complémentaire à l'indemnité de judicature et l'indemnité de risque santé pour les fonctionnaires relevant du cadre de la Santé.

Les recettes générées en fin décembre 2024 par le régime de base se chiffrent à **153,15 milliards** et celles du régime complémentaire à **23,86 milliards**, soit un total de **177,01 milliards**.

A fin décembre 2024, le montant des liquidations au titre des pensions civiles et militaires et des rentes viagères s'est établi à 141,395 milliards, contre 139,282 milliards à la même

période en 2023. Ce montant correspond à une exécution de 83,91 % par rapport aux crédits ouverts, fixés à 165,8 milliards.

Les dépenses liquidées se répartissent comme suit :

- le régime de base : 140,13 milliards ;
- le régime complémentaire : 0,98 milliard ;
- les remboursements : 0,28 milliard.

A fin décembre 2024, le nombre total de cotisants est de **144 543** et le nombre de pensionnés de **75 134**, soit un rapport démographique de **1,92** cotisants/allocataires, contre **1,86** un an plus tôt.

Tableau 5 : Situation d'exécution du FNR à la fin du quatrième trimestre 2024

	LFR 2024	T4_2023	T4_2024	Ecart n/n-1
Recettes (en milliards)	168,5	158,505	177,013	18,508
dont régime complémentaire (en milliards)	-	21,631	23,863	2,232
Nombre de cotisants (individus)	-	138 048	144 543	6 495
Dépenses (en milliards)	168,5	139,282	141,395	2,113
Nombre Allocataires (individus)	-	74 256	75 134	878
Solde du FNR (en milliards)	-	19,223	35,618	16,395

Source : DP/DGB/MFB

IV. LES RESSOURCES ET DEPENSES DES ORGANISMES PUBLICS

La situation d'exécution budgétaire analysée pour le quatrième trimestre de l'année 2024 concerne **163 organismes publics** (OP) du secteur parapublic qui cumulent un **budget de 2 753,52 milliards**. Ils sont constitués de :

- trente-trois (33) agences
- trente (30) structures administratives similaires ou assimilées ;
- trente-six (36) établissements publics de santé ;
- dix-huit (18) Universités, Facultés et Instituts supérieurs d'Enseignement professionnel (ISEP) ;
- cinq (05) Centres régionaux des œuvres universitaires (CROUS) ;
- quatorze (14) Ecoles et Instituts ;
- quatorze (14) établissements publics à caractère administratif local (les Agences Régionales de Développement) et

- treize (13) établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC).

1. Situation des budgets prévisionnels

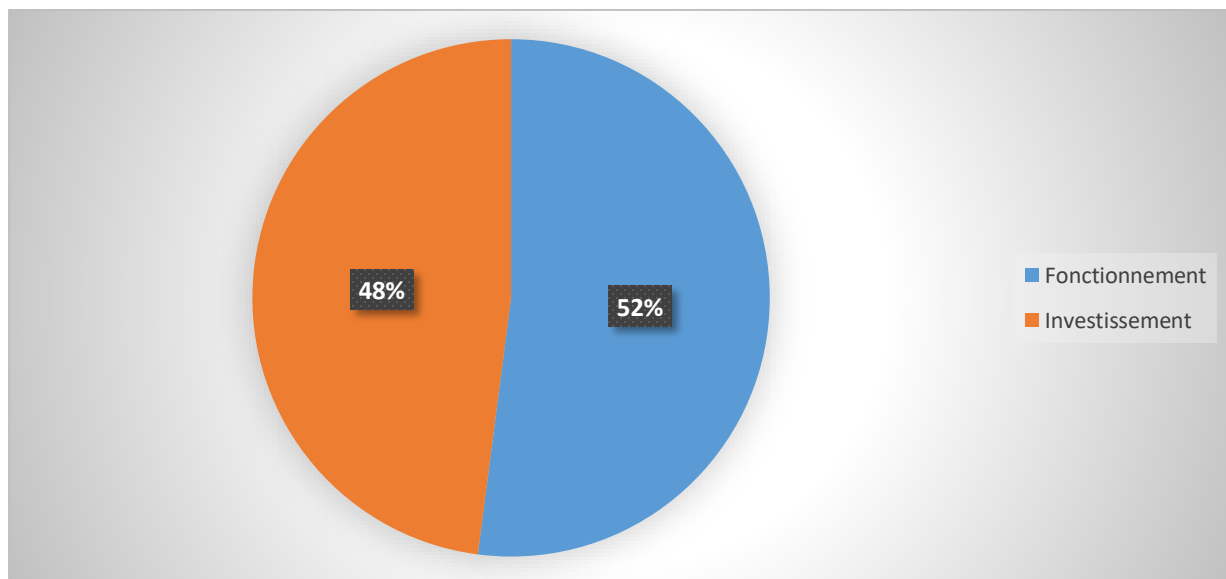
Les entités suivies au quatrième trimestre cumulent, au titre de l'exercice 2024, un budget prévisionnel de **2 753,52 milliards**.

Les prévisions de ces entités se répartissent comme suit :

- **les ressources propres : 1 307,29 milliards ;**
- **les transferts directs de l'Etat** pour **666,28 milliards** repartis entre les transferts courants et les transferts en capital pour respectivement **385,75 milliards** et **280,53 milliards ;**
- **les ressources extérieures (PTF)** pour **755,54 milliards** et
- **les autres emprunts** pour **24,41 milliards**.

Les prévisions de dépenses sont réparties en fonctionnement pour un montant de **1 433,23 milliards**, soit **52,05%** du budget, et en investissement pour **1 320,29 milliards**, représentant **47,95%**.

Figure 15 : Structure par nature du budget prévisionnel des entités suivies au quatrième trimestre 2024



Source : DSP/DGCPT/MFB

Les prévisions de dépenses de personnel sont évaluées à **338,74 milliards**. Elles représentent **23,63%** des prévisions du budget de fonctionnement et **12,30%** du budget global.

2. Situation d'exécution budgétaire

Les ressources mobilisées au 31 décembre 2024 se sont élevées à **2 047,93 milliards**, soit **74,37%** des prévisions.

Les réalisations de recettes sont réparties comme suit :

- les **recettes propres : 999,97 milliards** ;
- les transferts directs de l'Etat : **470,57 milliards**. Ils sont répartis entre les transferts courants et les transferts en capital pour respectivement **335,62 milliards** et **134,99 milliards** ;
- les ressources extérieures (PTF) : **569,34 milliards** et
- les autres emprunts : **8,04 milliards**.

Le taux d'exécution global des dépenses s'est établi à **61,99%**, soit un montant de **1 706,93 milliards**. Les dépenses de fonctionnement sont exécutées à hauteur de **1 058,04 milliards** et celles d'investissement à **648,89 milliards**.

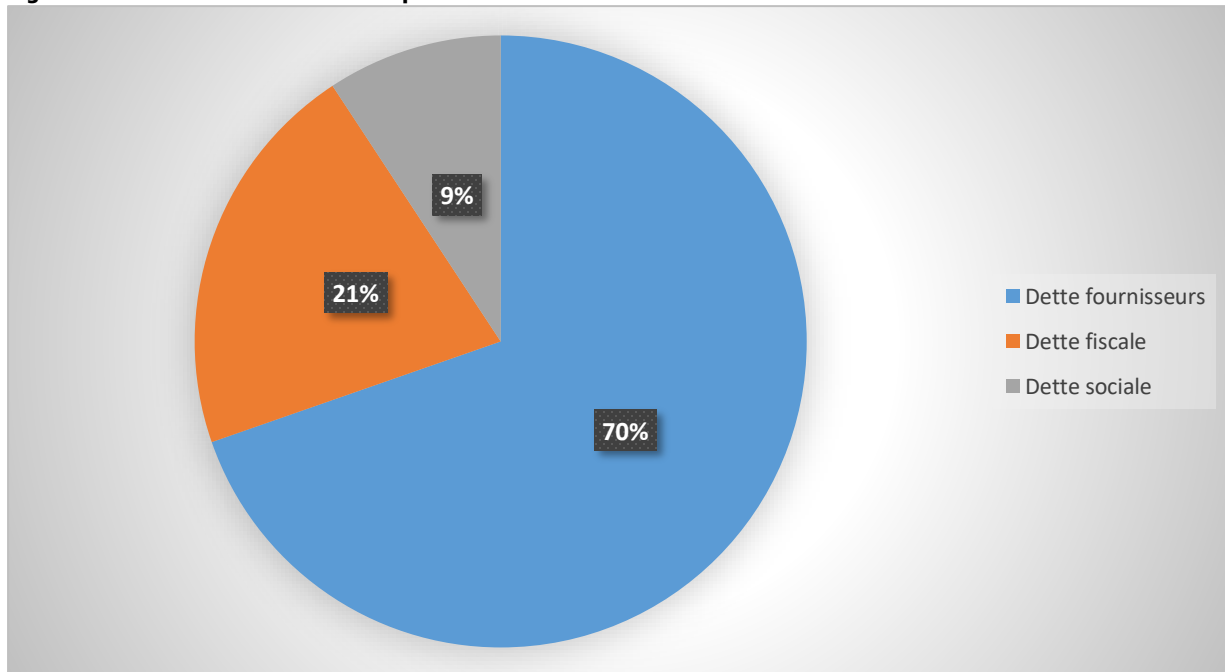
Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de **93,36%**, soit **316,24 milliards**.

3. Situation de la dette

La dette d'exploitation des 163 structures se chiffre à **290,88 milliards**. Elle se décompose comme suit :

- dettes fournisseurs : **202,64 milliards** ;
- dettes fiscales : **61,30 milliards** ;
- dettes sociales : **26,94 milliards**.

Figure 16 : Structure de la dette d'exploitation des entités suivies au troisième trimestre 2024



Source : DSP/DGCPT/MFB

ANNEXES

Annexe 1 : Situation détaillée d'exécution des recettes internes du budget général (en milliards)

Nature de la recette	TRIM_3_20 24	TRIM_4_20 24
A1 RECETTES	3 888,24	4 005,21
A11 Recettes fiscales	3 490,28	3 692,11
A111 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	1 152,29	1 278,68
A1111 A la charge des personnes physiques	633,13	659,22
A1112 impôts sur les Sociétés et autres entreprises	508,98	610,76
A1113 Non ventilables	10,19	8,70
A112 Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	41,19	45,11
A113 Impôts sur le patrimoine	65,13	65,79
A1133 Impôts sur les mutations par décès, les successions, les donations entre vifs et les legs	6,91	7,09
A1134 Impôts sur les transactions financières et en capital	58,22	58,70
A114 Impôts sur les biens et services	1 718,15	1 750,42
A1141 Impôts généraux sur les biens et services	1 201,62	1 174,60
A11411 Impôts sur la valeur ajoutée	1 164,58	1 141,16
A11413 Impôts sur le chiffre d'affaires et autres impôts généraux sur les biens et services	-	-
A1142 Accises	290,01	351,03
A1144 Taxes sur des services déterminés	-	-
A1145 Taxes sur l'utilisation ou la permission d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	89,64	93,90
A11451 Taxes sur les véhicules à moteur	1,31	1,20
A11452 Autres	89,64	93,90
A115 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	463,51	498,36
A1151 Droits de douane et autres droits à l'importation	463,51	498,36
A1152 Taxes à l'exportation	-	-
A116 Autres recettes fiscales	50,01	53,75
A13 Dons	188,59	128,11
A131 Reçus d'administrations publiques étrangères	178,61	128,11
A1311 Courants	64,59	-
A1312 En capital	114,02	128,03
A132 Reçus d'organisations internationales	9,98	0,08
A133 Reçus d'autres unités d'administration publique	-	-
A14 Autres recettes	209,37	184,99
A141 Revenu de la propriété	173,57	138,53
A1411 Intérêts	0,85	0,98
A1412 Dividendes	69,22	66,26
A1415 Loyers	103,50	71,29
A142 Ventes de biens et services	17,34	15,82
A1422 Droits administratifs	17,34	15,82
A1423 Ventes résiduelles des établissements non marchands	-	-
A143 Amendes, pénalités et confiscation	-	-
A145 Recettes diverses non identifiées	18,45	30,64

Source : DEES/DGCPT/MFB

Télécharger le tableau sur www.budget.gouv.sn

**Annexe 3 : Situation d'exécution des crédits de paiement hors dépenses de personnel et ressources extérieures répartis par ministère ou institution selon la fonction (en milliards)
au 31 décembre 2024**

Section	SERVICES GÉNÉRA UX DES ADMINIS TRATION S PUBLIQU ES	DEFEN SE	ORDRE ET SECURI TE PUBLIC S	AFFAIR ES ÉCONO MIQUE S	PROTECT ION DE L'ENVIRO NNEMEN T	LOGEM ENT ET ÉQUIPE MENTS COLLEC TIFS	SANTE	LOISIRS , CULTU RE ET CULTE	ENSEIG NEME NT	PROTE CTION SOCIAL E	Total général
Présidence de la République	42,64	1,00	0,00	12,99	0,00	0,30	0,00	4,59	0,00	0,14	61,65
Assemblée Nationale	22,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22,57
Conseil Economique Social et Environnemental	5,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,66
Conseil Constitutionnel	0,00	0,00	1,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,25
Cour Suprême	0,00	0,00	2,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,60
Cour des Comptes	0,00	0,00	10,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,25
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	7,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,16
Primature	13,16	0,11	0,00	1,23	0,00	0,07	1,50	0,00	1,95	1,60	19,62
Ministère de l'Intégration africaine et des Affaires étrangères	40,36	0,00	0,31	0,00	0,00	0,00	0,00	2,05	0,00	0,71	43,42
Ministère des Forces Armées	2,31	91,98	1,52	0,00	0,01	0,76	8,94	0,00	0,95	0,97	107,43
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique	45,88	0,23	60,89	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,00	0,03	107,06
Ministère de la Justice	0,00	0,00	22,66	0,01	0,00	0,00	0,02	0,00	1,98	6,67	31,34
Ministère de la Fonction publique et de la Réforme du Service public	3,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,96	0,00	0,00	0,00	0,02	4,54
Ministère du Travail, de l'Emploi et des Relations avec les Institutions	0,00	0,00	0,10	9,84	0,00	0,00	0,10	0,00	0,00	1,00	11,04
Ministère des Pêches, des Infrastructures maritimes et portuaires	0,00	0,00	0,07	19,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,00	19,72
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	0,00	0,00	0,00	53,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,37	0,10	53,68
Ministère de l'Agriculture, de l'Equipeement Rural et de la Souveraineté Alimentaire	0,00	0,00	0,00	93,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,08	0,00	93,69
Ministère des Finances et du Budget	61,29	0,00	1,00	340,40	0,00	0,15	0,00	0,00	2,51	0,20	405,56
Ministère du Pétrole et des Energies	0,00	0,00	0,00	172,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172,87
Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises	0,00	0,00	0,00	4,93	0,00	0,24	0,00	0,00	0,00	0,01	5,18
Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène Publique	0,06	0,00	0,08	0,00	37,07	11,25	0,00	0,30	0,00	0,01	48,78
Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries	0,00	0,00	0,00	2,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,15	0,00	2,47
Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage	0,05	0,00	0,00	41,06	0,00	0,00	0,00	0,16	0,06	0,00	41,34
Ministère du Tourisme et des Loisirs	0,00	0,00	0,00	2,53	0,00	0,00	0,00	0,03	0,05	0,01	2,62
Ministère de l'Education Nationale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,02	116,31	0,00	116,39
Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	0,01	0,00	0,00	1,07	0,00	0,00	0,00	12,14	0,24	0,40	13,87

Section	SERVICES GÉNÉRA UX DES ADMINIS TRATION S PUBLIQU ES	DEFEN SE	ORDRE ET SECURI TE PUBLIC S	AFFAIR ES ÉCONO MIQUE S	PROTECT ION DE L'ENVIRO NNEMEN T	LOGEM ENT ET ÉQUIPE MENTS COLLEC TIFS	SANTÉ	LOISIRS , CULTU RE ET CULTE	ENSEIG NEME NT	PROTE CTION SOCIAL E	Total général
Ministère des Sports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,90	0,03	0,01	8,94
Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,88	0,24	0,00	7,13
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	0,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90,13	0,00	0,67	2,54	93,44
Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	0,04	0,00	0,00	5,36	0,00	0,00	0,00	1,37	0,00	0,03	6,79
Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique	0,00	0,00	0,00	14,46	13,07	0,11	0,00	0,00	0,01	0,00	27,66
Ministère de la Famille et des Solidarités	0,10	0,00	0,00	19,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,70	70,32
Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,96	3,67	4,63
Ministère de la Formation Professionnelle	0,00	0,00	0,00	2,68	0,00	0,00	0,00	0,00	39,17	0,01	41,86
Charges non Réparties	160,82	0,00	0,00	80,41	0,00	5,95	0,00	0,00	0,00	0,00	247,18
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	12,52	0,00	0,00	4,91	0,00	0,00	0,00	1,34	0,00	0,00	18,77
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	0,32	0,00	0,00	6,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	7,02
Ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique	0,00	0,00	0,00	27,71	0,00	0,00	0,00	14,50	0,00	0,00	42,21
Ministère de la Microfinance et de l'Économie sociale et solidaire	0,86	0,00	0,00	2,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,04	4,88
Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires	36,41	0,00	0,00	4,43	0,50	0,01	0,00	0,00	0,00	0,02	41,38
Ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines	0,20	0,00	0,00	14,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,50
Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des territoires	3,48	0,00	0,34	7,81	61,36	2,69	0,00	0,59	0,00	0,01	76,29
Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement	0,18	0,00	0,00	1,45	24,20	28,20	0,00	0,00	0,00	0,04	54,07
Ministère de l'Industrie et du Commerce	0,69	0,00	0,00	6,63	0,00	0,64	0,00	0,00	0,07	0,00	8,03
Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	0,12	0,00	0,00	2,70	0,00	0,00	0,00	0,34	0,01	0,07	3,24
Ministère des Infrastructures et des Transports terrestres et aériens	0,24	0,00	0,00	129,06	1,00	0,00	0,00	0,00	0,57	0,00	130,87
Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures Aéroportuaires	0,00	0,00	0,00	8,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,88
Ministère du Tourisme et de l'Artisanat	0,20	0,00	0,00	4,79	0,00	0,00	0,00	0,36	0,02	0,06	5,42
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	0,78	0,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	306,53	0,06	307,55
Ministère des Mines et de la Géologie	0,00	0,00	0,00	3,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,72
Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité Nationale et de l'Équipé Sociale et Territoriale	0,00	0,00	0,00	12,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38,33	51,04
Total général	461,78	93,49	101,08	1 116,84	137,22	51,34	100,77	53,59	473,01	108,39	2 697,59

Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

Annexe 4 : Situation d'exécution des crédits de paiement hors dépenses de personnel et ressources extérieures répartis par fonction selon la catégorie de dépenses (en milliards) au 31 décembre 2024

Lib Division	3. Dépenses d'acquisition de biens et services	4. Dépenses de transferts courants	5. Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	6. Dépenses de transferts en capital	Total général
SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	171,61	204,01	19,06	67,09	461,78
DEFENSE	58,28	3,36	22,99	8,85	93,49
ORDRE ET SECURITE PUBLICS	31,91	42,32	19,87	6,98	101,08
AFFAIRES ÉCONOMIQUES	13,23	681,81	23,07	398,73	1 116,84
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	5,85	58,48	5,50	67,39	137,22
LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	1,25	20,36	4,53	25,20	51,34
SANTE	21,15	53,28	15,99	10,36	100,77
LOISIRS, CULTURE ET CULTES	12,50	28,57	4,82	7,70	53,59
ENSEIGNEMENT	93,67	295,45	37,39	46,50	473,01
PROTECTION SOCIALE	5,62	47,27	4,66	50,84	108,39
Chapitres dont la classe n'est pas définie	0,08	0,00	0,00	0,00	0,08
Total général	415,14	1434,90	157,90	689,65	2697,59

Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB